

# STRATÉGIE HEBDOMADAIRE

## Perspectives



Gestion privée

SEMAINE TERMINÉE LE 17 AVRIL 2026

**Carol Schleif, CFA, SASB-FSA**, Stratège en chef du marché  
**Entrevue avec Dan DiCiccio**, vice-président, Recherche sur les actions, BMO Marchés des capitaux

## Renaissance industrielle

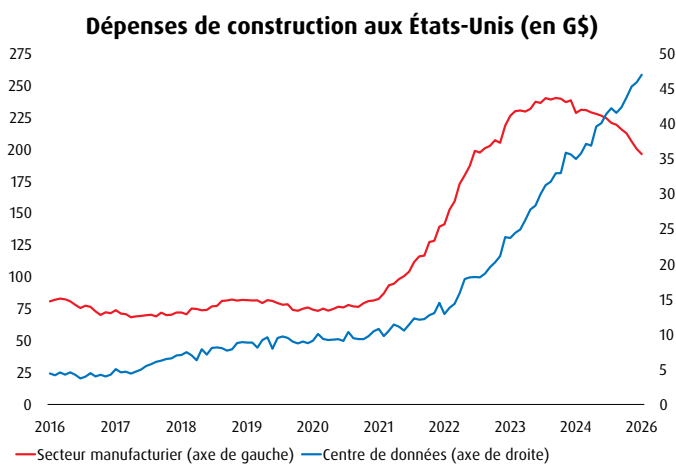
« Depuis la révolution industrielle, les investissements dans les sciences et les technologies ont été des moteurs de croissance économique efficaces. Si on ne relance pas bientôt l'intérêt national pour ces domaines, le mode de vie confortable auquel les Américains sont habitués disparaîtra rapidement. »

- Neil deGrasse Tyson

**Le fil conducteur :** L'intelligence artificielle (IA) et les infrastructures nécessaires à son développement et à son utilisation ont dominé l'actualité ainsi que les rendements boursiers depuis le lancement de ChatGPT en novembre 2022. Pourtant, les progrès réalisés dans d'autres technologies cruciales (comme la robotique, les véhicules autonomes et les drones) combinés à la prise de conscience que le vieillissement des infrastructures nécessitait des rénovations majeures ont entraîné une nette réorientation du financement et des politiques. Les guerres récentes, les chocs dans les chaînes d'approvisionnement et la mission lunaire historique accroissent la complexité et multiplient les occasions. Cette semaine, nous nous entretenons avec Dan DiCiccio, analyste du secteur de l'industrie à BMO Marchés des capitaux. Il décrit les répercussions macroéconomiques potentielles des nombreux éléments en évolution.

## Élargir l'angle de vue

**Q :** au cours des dernières années, une part disproportionnée de l'attention des médias financiers et des investisseurs s'est focalisée sur tout ce qui a trait à l'IA et aux centres de données dont elle a besoin. (Cela n'est peut-être pas très surprenant, compte tenu de l'augmentation importante des dépenses dont ils font l'objet. Voir le graphique). Cependant, une série de chocs, d'événements et d'occasions médiatisés ont également mis en évidence des perspectives d'innovation et d'investissement dans d'autres thèmes clés. Quels sont vos grands thèmes et pourquoi?



Source : Bloomberg L.P. (2026), données au 31 janvier 2026

**R :** nous croyons que les thèmes structurels, à savoir l'IA et l'électricité, l'aérospatiale et la défense, et les infrastructures, n'ont jamais été aussi prometteurs et qu'ils resteront à l'avant-scène. Les dépenses sans précédent associées à ces thèmes,

ainsi que la demande accrue en matière de complexité, de connectivité et de vitesse, entraîneront une hausse considérable des parcs industriels et se traduiront par des occasions à marges élevées sur le marché secondaire pendant une bonne partie des années 2030. Le secteur a commencé l'année 2026 en lion après avoir enregistré une forte activité de commandes au deuxième semestre de 2025. Cela a donné lieu à des carnets de commandes records qui procurent une visibilité et un soutien en cas de baisse malgré les mauvaises nouvelles macroéconomiques. Les indicateurs de début de cycle laissent entrevoir des lueurs d'espoir. Par exemple, les sondages de l'Institute for Supply Chain Management ont été positifs de janvier à mars, et les commentaires se sont un peu améliorés dans certains segments de l'automobile, de l'Europe et de la construction. Cependant, l'Europe, la Chine et la consommation manquent globalement de vigueur.

## Trois thèmes de base

**Q :** pouvez-vous décrire les facteurs clés pour chacun de ces trois thèmes?

**Premier grand thème – IA et électricité :** les investissements dans l'IA deviennent un moteur structurel pluriannuel déterminant pour l'industrie, étant donné leur incidence démesurée sur les infrastructures et la demande d'électricité. Les dépenses en immobilisations liées à l'IA s'accroissent fortement à l'échelle mondiale. Bloomberg estime qu'elles totaliseront 3 500 milliards de dollars américains de 2025 à 2030. Les dépenses en immobilisations des fournisseurs de services informatiques à très grande échelle devraient dépasser 600 milliards de dollars rien qu'en 2026. Les initiatives souveraines en matière d'IA pourraient atteindre environ 600 milliards de dollars d'ici la fin de la décennie, alors que les gouvernements donnent la priorité à la sécurité des données et à la puissance de calcul nationale. Cette vague d'investissements propulse la demande

d'électricité qui, selon l'Agence internationale de l'énergie, devrait augmenter de plus de 3,5 % par an jusqu'en 2030<sup>ii</sup>. Cette croissance dépasse celle du PIB mondial pour la première fois en 30 ans et est répartie à peu près également entre les centres de données et l'électrification en général. **Les centres de données sont de plus en plus grands et de plus en plus gourmands en électricité**; la puissance des baies est passée d'environ 4 à 5 kW par le passé à environ 50 kW aujourd'hui, et la trajectoire se dirige résolument vers des configurations de 100 kW et plus. Par conséquent, la demande de mises à niveau du réseau, de matériel électrique, et de solutions de gestion thermique et de refroidissement de pointe a explosé. **Il en résulte un cycle soutenu d'investissements dans les infrastructures, qui couvrent la production, le transport et la distribution d'électricité, le refroidissement et les contrôles, et qui contribuent directement à la visibilité de la croissance à long terme pour un large éventail de sociétés industrielles.**

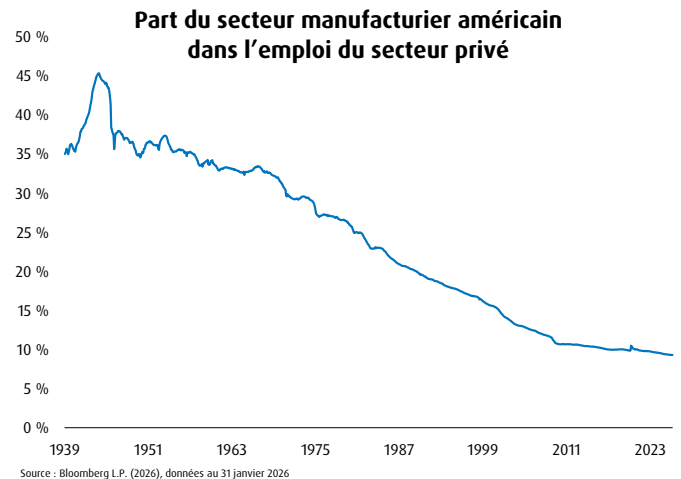
**Deuxième grand thème – Investissements dans les infrastructures :** les investissements mondiaux dans les infrastructures demeurent un puissant moteur pluriannuel pour l'industrie; ils sont alimentés par la convergence de l'automatisation, du rapatriement de la production, du financement gouvernemental et de l'expansion de la fabrication de semi-conducteurs. Le vieillissement des infrastructures, les exigences grandissantes en matière de connectivité et le besoin croissant de fiabilité face aux événements météorologiques extrêmes se traduisent par des dépenses soutenues dans les solutions d'électricité, d'automatisation, de CVCA et d'immeubles intelligents. Parallèlement, la résilience des chaînes d'approvisionnement et le rapatriement de la production ont déclenché une hausse des investissements dans le secteur manufacturier national, à commencer par les semi-conducteurs. Ces investissements ont totalisé environ 640 milliards de dollars aux États-Unis depuis 2020, selon Bloomberg. Des programmes gouvernementaux comme l'IJA (*Infrastructure Investment and Jobs Act de 2021*) et l'IRA (*Inflation Reduction Act de 2022*) renforcent le contexte en canalisant des centaines de milliards de dollars dans le transport, la modernisation du réseau d'électricité et l'énergie propre, ce qui soutient la demande dans l'ensemble de la chaîne de valeur industrielle. Dans cette optique, les commentaires des équipes de direction signalent une visibilité sans précédent; on s'attend à des dépenses en immobilisations cumulatives d'environ 1 000 milliards de dollars dans le secteur manufacturier mondial jusqu'en 2030, à des investissements importants dans le secteur manufacturier et la R-D aux États-Unis et à une accélération des dépenses liées à la transition énergétique. **Ensemble, ces facteurs soutiennent une hausse durable de la demande industrielle qui continuera bien après le cycle actuel.**

**Troisième grand thème – Aérospatiale et défense :** ce secteur est toujours l'un des marchés finaux les plus structurellement attrayants de l'industrie, grâce à une forte demande commerciale et à une hausse massive des dépenses militaires mondiales. L'aérospatiale commerciale continue de croître selon un taux à un chiffre ou un taux à deux chiffres bas, notamment grâce à une amélioration de l'exécution des principaux équipementiers (p. ex., ensemble, Boeing et Airbus affichent des carnets de commandes de plus de 15 000 aéronefs, soit une visibilité de la production sur plus de dix ans)<sup>iii</sup>. La demande sur le marché secondaire demeure forte, car les flottes sont utilisées plus longtemps et les retraits demeurent faibles. Cela renforce les flux de revenus récurrents à marges élevées dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Du côté de la défense, les dépenses devraient augmenter sensiblement : le département américain de la Guerre/Défense dispose déjà de plus de 900 milliards

de dollars et les propositions à long terme laissent entrevoir une forte hausse de son budget. Le budget récemment déposé par le président Donald Trump demande une enveloppe de 1 500 milliards de dollars pour le département de la Défense<sup>iv</sup>. Le soutien international s'accroît également : les membres de l'OTAN visent des dépenses militaires d'environ 5 % du PIB d'ici 2035, ce qui pourrait ajouter des centaines de milliards de dollars à la demande annuelle. Combinée aux plateformes de prochaine génération et aux mises à niveau technologiques qui élargissent les occasions de contenu au fil du temps, la conjoncture s'avère favorable. Les principaux risques comprennent des chocs exogènes touchant le trafic aérien ou de nouvelles perturbations dans la chaîne d'approvisionnement, et non les paramètres fondamentaux de la demande.

## Autres facteurs à considérer

**Q :** *l'administration Trump semble déterminée à renverser le déclin de l'emploi dans le secteur manufacturier aux États-Unis (graphique). Ce contexte de plus en plus positif est conforté par le fait que l'industrie a peaufiné ses stratégies au fil des défis qu'elle a dû relever ces dernières années. Comment le secteur a-t-il réussi à transformer les défis en occasions?*



**R :** **Le secteur de l'industrie a enregistré de solides résultats financiers, malgré les nombreux obstacles macroéconomiques et géopolitiques des dernières années.** Depuis la fin de la pandémie, le secteur a absorbé les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et l'inflation (2021-2022), la hausse rapide des taux d'intérêt, la chute des stocks mondiaux, l'incertitude provoquée par les élections, le regain de préoccupations entourant le commerce et les tarifs douaniers, et l'escalade du risque géopolitique, et ce, tout en maintenant une croissance interne constante des revenus. Les facteurs structurels favorables du marché final, l'excellence commerciale et la rigueur de l'exploitation ont contribué à cette résilience. Ces efforts ont produit une amélioration des marges et des flux de trésorerie disponibles, tandis que les ratios d'endettement ont baissé, de sorte que les bilans sont de plus en plus aptes à soutenir à la fois une souplesse défensive et un déploiement supplémentaire de capital.

**Les actions de l'industrie se négocient en définitive en fonction des attentes du marché final; des placements diversifiés offrent résilience et options tout au long des cycles.** La plupart des entreprises participent à un large éventail de marchés (souvent, un marché final ne représente pas plus de 10 % à 15 % de leur clientèle), comme la fabrication, l'électricité et les centres de données, les bâtiments et les systèmes CVCA, l'aérospatiale et la défense, les sciences de la vie, le matériel commercial, et l'automobile et les procédés. Cette diversité

signifie que le rendement à court terme dépend des révisions des bénéfices liées aux variations sur les marchés financiers, tandis que les rendements à long terme sont tributaires de la capacité durable à produire des bénéfices grâce à la croissance interne, à l'expansion des marges et à une affectation rigoureuse du capital.

## Répercussions pour les investisseurs

**Q :** *les actions du secteur de l'industrie représentent une part beaucoup moins importante de la plupart des indices boursiers qu'auparavant. Il y a donc moins de possibilités pour les investisseurs qui cherchent à participer à ce secteur. Cela peut créer un déséquilibre classique entre l'offre et la demande. Dans ce contexte de hausse des valorisations, que pensez-vous du compromis entre les défis fondamentaux à court terme et le potentiel à long terme?*

**R :** **la qualité du modèle d'affaires appuie la création de valeur à long terme, même si elle est de plus en plus reflétée dans les valorisations.** Le contenu des équipementiers, bien que présentant des marges faibles, accroît les parcs industriels et alimente les revenus récurrents à marges élevées du marché secondaire, ce qui renforce la durabilité des bénéfices au fil du temps. Les réseaux de distribution bien établis et l'accès aux canaux, dont l'établissement s'étend souvent sur des décennies, demeurent un avantage concurrentiel essentiel, puisqu'ils permettent de prendre de l'expansion, de se rapprocher de la clientèle et d'accélérer la commercialisation. Cependant, ces forces ne sont pas passées inaperçues, et le cours et les valorisations des actions ont considérablement augmenté depuis le début de 2023. Voilà qui souligne l'attrait structurel et l'importance croissante de l'exécution du secteur, ainsi que les facteurs de croissance supplémentaire à partir de maintenant.

Nous sommes globalement optimistes, mais la volatilité à court terme persiste, attisée par la situation géopolitique, les tarifs douaniers et l'incertitude générale. L'incertitude entourant les négociations commerciales et les tarifs douaniers reste forte, mais elle devrait culminer dans le secteur d'ici le deuxième semestre de cette année. Le risque géopolitique demeure élevé et le conflit prolongé au Moyen-Orient pourrait continuer de faire monter les prix du pétrole ou perturber le transport maritime, ce qui pourrait nuire à l'industrie.

## Sous les projecteurs en Amérique du Nord

Jon Borchardt, *analyste principal*

George Trapkov, *CFA, vice-président et gestionnaire de portefeuille*

### Cette semaine

#### **Un sondage mené auprès des petites entreprises aux États-Unis révèle une humeur hésitante**

– La National Federation of Independent Business (NFIB) a indiqué que l'optimisme des propriétaires de petites entreprises a chuté sous la moyenne sur 52 ans pour la première fois depuis un an. En mars, l'indice d'optimisme a reculé de trois points sur un mois pour s'établir à 95,8, ce qui est inférieur aux prévisions consensuelles de Bloomberg de 97,9. Les données montrent que les bénéfices se sont contractés dans l'ensemble en mars par rapport au mois précédent, un signe que les petites entreprises ont été réticentes ou ont mis du temps à répercuter la hausse des coûts attribuable aux difficultés de la chaîne d'approvisionnement et du secteur énergétique. Pour un troisième mois consécutif, le pourcentage des propriétaires d'entreprise qui s'attendaient à une amélioration de la conjoncture a chuté. Cela a nui aux plans de dépenses en immobilisations, qui sont maintenant descendus à leur plus bas niveau en plus de 16 ans. Néanmoins, le contexte de l'emploi demeure relativement positif, les plans d'embauche restant stables et proches des moyennes historiques.

#### **Les déficits budgétaires continuent d'augmenter au Canada**

– Le gouvernement fédéral et les provinces continuent d'enregistrer d'importants déficits budgétaires. Ottawa est au milieu d'une campagne de relance importante, qui devrait se poursuivre cette année, compte tenu d'une certaine amélioration des finances sous-jacentes. Pendant ce temps, les provinces continuent d'enregistrer de lourds déficits tout en déployant d'importants programmes de dépenses en immobilisations et d'emprunts, même si la flambée des prix du pétrole bouleversera le contexte post-budgétaire. Avant le choc pétrolier, les finances fédérales étaient clairement plus solides que les attentes initiales : le déficit s'établissait à 31,2 milliards de dollars canadiens pour la période d'avril à janvier (les 10 premiers mois de l'exercice), seulement un peu plus que les 26,8 milliards de dollars canadiens d'il y a un an. La hausse des prix de l'énergie stimule généralement les finances fédérales de façon modérée, mais indirectement, car Ottawa ne perçoit pas beaucoup de redevances directes. L'augmentation découle principalement de la hausse de l'impôt des sociétés, en plus d'une certaine hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers et même de la TPS sur l'essence. Quelques provinces glissent davantage dans le rouge (Nouvelle-Écosse et Québec), tandis que quelques-unes accusent des déficits un peu moins importants (Alberta et Saskatchewan). L'important déficit de 40 milliards de dollars canadiens du groupe pour le dernier exercice (2025-2026) persistera au cours de l'exercice 2026-2027 – un déficit combiné de 46,7 milliards de dollars canadiens est prévu. C'est un niveau gérable, soit 1,4 % du PIB. Cependant, ce déficit n'a été atteint qu'à deux reprises au cours des 20 dernières années, soit au cœur de la pandémie et au creux de la grande crise financière.

#### **Le Fonds monétaire international (FMI) a présenté un aperçu de ses perspectives économiques mondiales d'avril 2026**

– Le titre des perspectives sera « L'économie mondiale menacée par la guerre ». L'économiste en chef du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas, a déclaré que la croissance économique mondiale a été plus vigoureuse que prévu en 2025 en raison des taux tarifaires effectifs plus faibles qu'on ne le craignait aux États-Unis, des mesures de relance budgétaire, des conditions financières favorables, des gains de productivité et de

l'expansion du secteur des technologies. L'année 2026 a commencé sur fond de dynamisme économique. En janvier, le FMI avait prévu une croissance du PIB mondial de 3,4 % et un ralentissement de l'inflation globale de 4,1 % à 3,8 %. **La guerre au Moyen-Orient a maintenant interrompu cette lancée et le FMI a révisé ses hypothèses de référence concernant la croissance du PIB mondial et le taux d'inflation global à 3,1 % et 4,4 %, respectivement.** À l'heure actuelle, le monde est au bord d'une crise énergétique majeure. L'ampleur des dommages dépendra probablement de la durée de la fermeture du détroit d'Ormuz et de la rapidité avec laquelle les infrastructures endommagées peuvent être restaurées. Le conflit au Moyen-Orient a causé un choc dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce qui a alimenté les obstacles inflationnistes et miné le pouvoir d'achat des consommateurs. Selon le « scénario grave » du FMI, la croissance mondiale baisserait à 2 %, tandis que l'inflation globale dépasserait 6 %.

**L'emploi au Canada** – Le nombre d'emplois a augmenté de façon modérée, soit de 14 100 en mars après un début difficile en 2026. Le taux de chômage déclaré était de 6,7 %, ce qui est légèrement inférieur au taux de l'an dernier. Contre toute attente, le salaire horaire moyen a bondi pour atteindre 4,7 % sur 12 mois, soit le rythme le plus rapide depuis plus d'un an et une nette hausse par rapport à 3,9 % le mois précédent. Le Manitoba et le Québec ont gagné des emplois, tandis que la Colombie-Britannique et l'Ontario en ont perdu. La seule vraie nouvelle dans ce domaine, c'est que les salaires semblent avoir grimpé – la Banque du Canada surveillera la situation de près, d'autant plus qu'elle est déjà très à l'affût de tout signe de répercussion de la hausse des prix de l'énergie sur l'inflation en général.

#### **La confiance des consommateurs américains se détériore**

– L'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan pour avril a chuté de 10,7 % pour s'établir à 47,6, soit le niveau le plus bas depuis la création du sondage il y a 80 ans et bien en deçà de la prévision médiane de Bloomberg de 51,5. La directrice du sondage, Joanne Hsu, a déclaré : « Les groupes démographiques selon l'âge, le revenu et le parti politique ont tous inscrit une baisse de confiance, comme toutes les composantes de l'indice, ce qui reflète la nature généralisée de la baisse de ce mois-ci. » Les préoccupations des consommateurs, axées sur les pressions inflationnistes et le risque perçu à l'égard de la valeur des actifs, ont contribué à une baisse de 11 % des perceptions à l'égard des finances personnelles. De nombreux répondants ont indiqué que la guerre au Moyen-Orient est le principal catalyseur de la détérioration des conditions économiques, ce qui indique que les fluctuations futures des prix de l'essence demeureront un facteur important pour la confiance des consommateurs. Les attentes inflationnistes pour l'année sont passées de 3,8 % à 4,8 %, et ont aussi augmenté à long terme. Par le passé, les économistes ont eu tendance à trouver que la valeur des sondages sur la confiance était limitée, mais ils y portent plus attention lorsqu'il y a des fluctuations importantes et persistantes.

## La semaine prochaine

La période de publication des résultats se poursuit, donnant un meilleur aperçu de la façon dont les sociétés s'adaptent à la hausse des prix de l'énergie et à un autre ensemble de considérations difficiles liées à la chaîne d'approvisionnement. Les données économiques comprendront des données sur l'inflation dans les deux pays et des sondages sur la confiance des consommateurs et des entreprises.

**Lundi 20 avril** – Rien de prévu aux États-Unis | Taux d'inflation, IPC, enquête de la BdC sur les perspectives des entreprises et enquête sur les attentes des consommateurs au Canada

**Mardi 21 avril** – Ventes au détail, stocks des entreprises, indicateurs économiques avancés et ventes de maisons en attente aux États-Unis | Rien de prévu au Canada

**Mercredi 22 avril** – Rien de prévu

**Judi 23 avril** – Demandes initiales de prestations d'assurance-emploi et indices préliminaires des directeurs d'achat des secteurs des services et de la fabrication aux États-Unis | Prix des maisons neuves, IPP et prix des matières premières au Canada

**Vendredi 24 avril** – Confiance des consommateurs aux États-Unis | Ventes au détail au Canada

## Fiche des données au 15 avril 2026

Rendements totaux du marché boursier						
	Niveau au 15 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
S&P 500	7 023	3,0 %	2,9 %	17,9 %	25,0 %	14,4 %
NASDAQ	24 016	4,9 %	3,5 %	21,2 %	29,6 %	13,4 %
DOW	48 464	1,1 %	1,3 %	14,9 %	15,0 %	11,6 %
Russell 2500	4 737	2,4 %	10,1 %	11,9 %	12,0 %	7,3 %
S&P/TSX	34 156	1,4 %	8,5 %	31,7 %	21,7 %	16,1 %
MSCI EAEO	11 366	1,0 %	7,2 %	31,2 %	3,8 %	8,9 %
MSCI Marchés émergents	868	2,3 %	13,2 %	33,6 %	7,5 %	4,2 %
Rendements totaux du marché obligataire						
		Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Bloomberg U.S. Aggregate		0,3 %	0,6 %	7,3 %	1,3 %	-0,4 %
Bloomberg U.S. Treasury		0,3 %	0,4 %	6,3 %	0,6 %	-1,0 %
Bloomberg U.S. Corporate		0,5 %	0,6 %	7,8 %	2,1 %	-0,1 %
Bloomberg U.S. High Yield		0,4 %	1,2 %	8,6 %	8,2 %	4,5 %
Bloomberg 1-10 Year Munis		0,0 %	0,5 %	5,1 %	0,9 %	1,2 %
Bloomberg Canada Aggregate		0,2 %	0,5 %	2,4 %	4,0 %	-0,4 %
Bloomberg Canada Treasury		0,1 %	0,4 %	1,4 %	2,9 %	-0,8 %
Bloomberg Canada Corporate		0,2 %	0,6 %	4,4 %	6,9 %	1,5 %
Rendement des obligations d'État						
	15 avril 2026	Fin du dernier mois	Fin du dernier trimestre	2025	2024	Moyenne sur 5 ans
Bon du Trésor américain 10 ans	4,29 %	4,32 %	4,32 %	4,17 %	4,57 %	3,37 %
Obligation Canada 10 ans	3,47 %	3,47 %	3,47 %	3,43 %	3,23 %	2,81 %
Obligation Royaume-Uni 10 ans	4,81 %	4,91 %	4,91 %	4,48 %	4,56 %	3,16 %
Bund allemand 10 ans	3,04 %	3,00 %	3,00 %	2,85 %	2,36 %	1,66 %
Obligation Japon 10 ans	2,41 %	2,35 %	2,35 %	2,06 %	1,09 %	0,65 %
Devises et actifs réels						
	Niveau au 15 avril 2026	Cumul hebdo à ce jour	Cumul annuel à ce jour	2025	2024	5 ans*
Indice USD	98,06	-0,6 %	-0,3 %	-9,4 %	7,1 %	1,8 %
CAD-USD	0,73 \$	0,7 %	-0,1 %	4,8 %	-7,9 %	-1,5 %
Bitcoin	74 864,95 \$	2,0 %	-14,6 %	-6,5 %	120,5 %	24,8 %
Or	4 791,04 \$	0,9 %	10,9 %	64,6 %	27,2 %	17,9 %
Pétrole (WTI)	91,29 \$	-5,5 %	59,0 %	-19,9 %	0,1 %	3,4 %

\* Données annualisées sur 5 ans au 31 décembre 2025. Les analyses comparatives ne reflètent pas le rendement réel des placements, mais les résultats de l'indice sous-jacent mentionnés. On ne peut pas investir directement dans un indice. Les définitions des indices se trouvent à la fin de la présente publication.

## Attestation de l'analyste

Je, Daniel DiCicco, atteste que les opinions exprimées dans le présent rapport sont le reflet fidèle de mes opinions concernant les titres ou les émetteurs cités. J'atteste par ailleurs que je n'ai pas été, que je ne suis pas et que je ne serai pas rémunéré, directement ou indirectement, en échange des recommandations ou des opinions que j'exprime dans le présent rapport.

Les analystes qui ont préparé le présent rapport sont rémunérés en fonction (entre autres) de la rentabilité globale de BMO Marchés des capitaux et de ses sociétés affiliées, ce qui inclut la rentabilité globale des services bancaires d'investissement. Leur rémunération pour la recherche est calculée en fonction de leur capacité à générer de nouvelles idées et à les communiquer aux clients, du rendement de leurs recommandations, de l'exactitude de leurs estimations de résultats et de leur service à la clientèle.

Les analystes employés par BMO Nesbitt Burns Inc. ou BMO Capital Markets Ltd. ne sont pas des analystes de recherche inscrits en vertu des règles de la FINRA. Ces analystes ne sont pas nécessairement associés à BMO Capital Markets Corp. et, par conséquent, ne sont pas forcés aux restrictions énoncées dans la règle 2241 de la FINRA pour ce qui concerne les communications avec une société couverte, les apparitions publiques et la négociation de titres détenus dans le compte d'un analyste.

## Définition des indices

### Indices boursiers

L'**indice S&P 500<sup>MD</sup>** est un indice d'actions de sociétés américaines à grande capitalisation. Il comprend 500 sociétés de premier plan et couvre environ 80 % de la capitalisation boursière disponible.

L'**indice composé NASDAQ** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière de plus de 3 000 actions ordinaires cotées à la bourse du Nasdaq.

Le **Dow Jones Industrial Average (« DOW »)** est une moyenne pondérée en fonction du cours de 30 actions importantes négociées à la Bourse de New York et au Nasdaq.

L'**indice Russell 2 000<sup>MD</sup> (« Russell 2 000<sup>MD</sup> »)** est un indice non géré qui mesure le rendement des 2 000 plus petites sociétés américaines de l'indice Russell 3 000<sup>MD</sup>.

L'**indice S&P/TSX** est un indice boursier pondéré en fonction de la capitalisation qui reproduit le rendement des plus grandes sociétés cotées à la principale bourse du Canada, la Bourse de Toronto (« TSX »).

L'**indice MSCI EAE0 (Indice des marchés développés – Europe, Australasie et Extrême-Orient)** est un indice standard non géré de titres étrangers qui représente les principaux marchés boursiers non américains, sous la surveillance de Morgan Stanley Capital International. Il est représentatif des grandes et moyennes sociétés des pays de 21 marchés développés du monde entier, à l'exception des États-Unis et du Canada.

L'**indice MSCI Marchés émergents** est un indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière représentatif de la structure de marché des pays émergents d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Avant le 1<sup>er</sup> janvier 2002, les rendements de l'indice MSCI Marchés émergents étaient présentés avant déduction des retenues d'impôt.

### Indices de titres à revenu fixe

L'**indice Bloomberg Barclays U.S. Aggregate Bond** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations américaines à taux fixe de catégorie investissement, y compris les titres d'État et de créance, les titres de transfert de créances hypothécaires émis par des organismes publics, les titres adossés à des créances mobilières et les titres de créances hypothécaires commerciales.

L'**indice Bloomberg U.S. Treasury** est un indice non géré qui comprend un large éventail d'obligations du Trésor américain et qui est considéré comme représentatif du rendement global des obligations du Trésor américain.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate Bond** mesure le rendement du marché des obligations de sociétés imposables à taux fixe de qualité investissement. Il comprend des titres libellés en dollars américains émis par des émetteurs américains et non américains des secteurs de l'industrie, des services publics et des services financiers.

L'**indice Bloomberg U.S. Corporate High Yield** est un indice non géré qui couvre le marché des obligations de sociétés à taux fixe imposables, de qualité inférieure et libellées en dollars américains. Un titre est considéré à rendement élevé si la moyenne des notes qui lui sont attribuées par Moody's, Fitch et S&P est inférieure ou égale à Ba1/BB+.

L'**indice Bloomberg 1-10 Year Blend Municipal Bond** est un indice pondéré en fonction de la valeur marchande qui couvre les composantes courte et intermédiaire de l'indice Bloomberg Capital Municipal Bond, un indice non géré, pondéré en fonction de la valeur marchande, qui couvre le marché obligataire américain de catégorie investissement exempt d'impôt.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond** mesure le rendement du marché des obligations imposables à taux fixe de catégorie investissement libellées en dollar canadien. Il comprend des titres du Trésor, des obligations gouvernementales et des obligations de sociétés.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Treasury** est la sous-composante « Trésor » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.

L'**indice Bloomberg Canada Aggregate Bond – Corporate** est la sous-composante « sociétés » de l'indice Bloomberg Canada Aggregate Bond, qui mesure le marché des obligations de catégorie investissement, libellées en dollars canadiens, à taux fixe et imposables.



Les renseignements contenus dans le présent document sont fondés sur des sources comme les rapports des émetteurs, les services statistiques et les communications d'entreprise. Nous les estimons fiables sans toutefois en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité. Les opinions exprimées dans le présent document sont purement ponctuelles et peuvent changer en tout temps. BMO Gestion privée n'est pas responsable des pertes pouvant découler de l'utilisation du présent commentaire. Les informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments contenus dans ce document ne doivent pas être considérés comme une offre de vente, une sollicitation ou une offre d'achat de produits ou de services qui y sont mentionnés (y compris, sans s'y limiter, des produits de base, des titres ou d'autres instruments financiers), et ces informations, opinions, prévisions, projections et autres éléments ne doivent pas être considérés comme un conseil en matière de placement ou de fiscalité ou comme une recommandation quant à la conclusion d'une quelconque opération, ni comme une assurance ou une garantie en ce qui concerne les résultats d'une quelconque opération. Vous ne devriez pas agir sur la foi de ces renseignements ni vous y fier sans avoir obtenu les conseils d'un professionnel compétent.

BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.

L'investissement dans les métaux précieux comporte une plus grande fluctuation et un plus grand potentiel de pertes.

<sup>i</sup> AI Data Center Build Advances at Full Speed: Five Things to Know | BloombergNEF (en anglais seulement)

<sup>ii</sup> Global electricity demand is set to grow strongly to 2030, underscoring need for investments in grids and flexibility - News - IEA (en anglais seulement)

<sup>iii</sup> Airbus And Boeing Report March 2026 Commercial Aircraft Orders and Deliveries - Flight Plan (en anglais seulement)

<sup>iv</sup> Trump \$2.2 Trillion Budget Pairs Defense Boost, Agency Cuts - Bloomberg (en anglais seulement)